

[Imputation budgétaire]
[Donnée 2]
[Donnée 3]
[Donnée 4]



Ministère de [...]

Arrêté n° [...]
portant placement en congé de formation syndicale

Le [La] ministre [...],

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;
Vu le code général de la fonction publique, notamment le titre Ier du livre II de la partie législative ;
Vu le code général de la fonction publique, notamment le chapitre V du titre I du livre II de la partie réglementaire ;
Vu la demande de l'intéressé[e] en date du [...],

Arrêt[e] :

- Article 1er** : [M. / Mme] [Nom] [Prénom], [Grade], [Echelon], affecté[e] au sein de : [affectation administrative] - [affectation opérationnelle], est placé[e] en congé de formation syndicale à compter du [...] jusqu'au [...] inclus.
- Article 2** : Durant cette période, l'intéressé[e] perçoit l'intégralité de son traitement à temps plein, de l'indemnité de résidence et des primes et indemnités de toutes natures afférentes à son grade et à l'échelon auquel [il (elle)] est parvenu[e] et bénéficie de ses droits à l'avancement et à la retraite.
- Article 3** : L'intéressé[e] fournit au chef de service, à l'issue du stage de formation syndicale, une attestation d'assiduité délivrée par le centre ou l'institut de formation agréé.
- Article 4** : L'intéressé[e] dispose d'un délai de deux mois, dans les conditions fixées aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du code de justice administrative, à compter de la notification de la présente décision pour la contester devant la juridiction administrative territorialement compétente.
La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.
- Article 5** : [Le directeur [La directrice] des ressources humaines du ministère de [...]] est chargé[e] de l'exécution du présent arrêté.]

Fait le (...)

Pour le [la] ministre et par délégation :

Pour le directeur [la directrice] des ressources humaines et par délégation :

[Fonction],

[Prénom + NOM]